



Lundi 30 septembre 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés.

La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

L'hypocrisie des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahou est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran.

Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées

après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays.

Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu.

Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Alpine F1 : un plan pas hyper-crédible

Renault a officialisé lundi l'abandon de la motorisation F1 à Viry-Châtillon. Les salariés qui se sont mobilisés avaient bien raison de redouter ce sale coup. Mais ce n'est pas dans le « dialogue social » qu'ils trouveront une issue : la direction les a baratinés pendant des semaines en disant que rien n'était décidé. Aujourd'hui, elle veut faire passer la pilule en annonçant « Hypertech », un « centre d'excellence en ingénierie et haute technologie ».

Mais comment faire confiance à ceux qui viennent de sacrifier leurs postes pour faire des économies ? Une seule solution pour ne pas se faire écraser par les actionnaires et les patrons mercenaires : le rapport de force. Car sans notre travail, rien ne roule.

Contre le gouvernement Macron-Barnier-Le Pen : en grève et dans la rue le 1^{er} octobre

Il est important que la journée de grève et de manifestations du 1^{er} octobre soit la plus massive possible, au moment où Barnier prononcera son discours de politique générale, dans lequel il défendra les intérêts du Medef tout en faisant les yeux doux à l'extrême droite dont il dépend pour gouverner.

Après des mois d'attentisme, de péripéties électorales et d'appels désespérés au dialogue social ignorés par Macron et les patrons, certaines directions syndicales appellent à la grève. Il était temps !

Alors que le gouvernement prépare une offensive d'ampleur sous prétexte de déficit budgétaire, il faut reprendre l'offensive et mettre en avant nos propres préoccupations : nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail !

Ensemble au Salon de l'Auto contre la casse sociale

L'épidémie de suppressions de postes se propage dans l'industrie automobile, sous prétexte de transition difficile vers l'électrique, les constructeurs et les sous-traitants sabrent dans les effectifs. Novares, Dumarey, Valéo, MA France, Marelli, Forvia, Michelin... toutes ces entreprises ne sont pas au bord du gouffre : les constructeurs encaissent des profits colossaux et certains sous-traitants aussi.

Mais quand le patronat passe à l'offensive contre les salariés, il le fait de manière coordonnée, pour étouffer la contestation. Alors à nous, travailleurs de l'automobile, de nous organiser et de nous coordonner pour refuser cette saignée et défendre nos intérêts ! Rendez-vous le 17 octobre à 11h30 au Salon de l'Auto pour se retrouver et faire entendre la voix des salariés.

Dettes et déficits : et l'argent versé au patronat ?

En cette période de bouclage du budget, tous les commentateurs répètent avec le gouvernement que les déficits sont trop importants et que la dette se creuse. Mais il n'est jamais question des milliards versés au patronat ! Ça représente pourtant 80 milliards d'euros

d'exonérations par an. Et c'est l'État qui paye pour eux... en plus des subventions qu'il leur verse.

De l'argent pour la santé ou l'éducation, il y en a. Il suffit de chercher au bon endroit : chez le patronat !

En Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique, avec des manifestations régulières et des actions devant les supermarchés. L'État sait que l'envoi dans l'île de la CRS 8 ne suffira pas à étouffer la révolte. Alors il propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Ce qui revient à donner encore plus d'argent à la CMA-CGM, dont le patron est la 8^e fortune de France !

Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.

Suppression de l'AME : une démagogie dangereuse

Retailleau a ressorti sa démagogie raciste pour faire croire que les immigrés nous coûtent cher et draguer le RN : il parle de supprimer l'AME, cette Aide Médicale d'Etat qui couvre les soins de base pour les personnes sans-papiers les plus précaires. Elle ne représente qu'une part infime des dépenses de santé du pays, d'autant que la moitié des personnes qui y sont éligibles n'y ont pas recours et ne se soignent pas. Ce n'est pas à cause de l'AME que les hôpitaux sont surchargés, c'est à cause de la politique des gouvernements successifs qui font des économies sur le dos des soignants et des patients.

N'importe quel être humain malade doit pouvoir être soigné correctement, avec ou sans papiers.

Meurtre de Philippine : 104^e féminicide depuis le début de l'année

Le corps de la jeune Philippine a été découvert au bois de Boulogne la semaine dernière. Ce meurtre marque le 104^e féminicide 2024. Le principal suspect est un étranger déjà condamné pour viol et sous le coup d'une OQTF. Immédiatement, l'extrême-droite, de Retailleau à Zemmour en passant par le RN a sauté sur l'affaire avec ses relais médiatiques pour vomir son racisme et ses propositions anti-immigrés.

Par contre, silence radio sur les 103 premiers féminicides de l'année : des femmes souvent tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, bien français. Ces féminicides sont la forme la plus barbare de l'oppression des femmes, qui touche toutes les couches de la société, surtout dans la sphère privée.

La lutte contre les violences contre les femmes ne se mènera pas avec des discours racistes, mais uniquement par notre capacité à réagir et à nous mobiliser collectivement, pour que la peur change de camp, et à terme pour renverser cet ordre social pourri jusqu'à la moelle.